

DE NOMBREUSES FAMILLES GAGENT LEURS BIJOUX POUR FAIRE FACE À LA FLAMBÉE DES PRIX

Pour quelques dinars de plus...

La Banque de développement local (BDL) de Oued-Kniss, spécialisée dans le prêt sur gage, connaît ces derniers jours une grande affluence de gens venant hypothéquer leurs bijoux contre des sommes dérisoires, afin de pouvoir faire face à un Ramadan qui s'annonce d'ores et déjà difficile voire pénalisant.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - C'est devenu presque une coutume. Devant la flambée des prix et la baisse du pouvoir d'achat, chaque année à l'approche du mois de Ramadhan, les Algériens sont de plus en plus nombreux à recourir au prêt sur gage.

La cherté de la vie, la pauvreté et la misère poussent dans la plupart des cas les petites bourses à hypothéquer leur bijoux pour survivre en ces temps peu cléments. C'est ce qui est d'ailleurs constaté au niveau de l'agence BDL de Oued Kniss, où selon un agent de service qui a préféré garder l'anonymat, le nombre d'hypothécaires a pratiquement doublé en l'espace de quelques jours.

Cette banque spécialisée dans le prêt sur gage, qui accueillait habituellement environ 80 personnes

par jour, reçoit en ces temps difficiles entre 160 et 200 personnes. «Ce n'est pas nouveau. C'est le même scénario qui se produit chaque année. Le mois de Ramadan fait peur aux petites bourses», nous expliqua-t-il.

En effet, des femmes accompagnées de leurs enfants, des jeunes gens, ainsi que de vieilles femmes, tous l'air déboussolé, arrivent en masse dès les premières heures de la journée.

Une femme, au moment de sortir de la banque, nous dira, après quelque réticence : «J'ai été obligée d'hypothéquer les deux dernières bagues que j'ai hérité de ma mère. Il faut bien manger. La viande est à 950 DA/kg !»

Une autre dame, accompagnée de sa petite fille, semblant hésitante, nous dira, avant de franchir



Le mois de Ramadan angoisse les petites bourses.

la porte de la banque : «Je n'aurais jamais pu imaginer qu'un jour je serais obligée d'hypothéquer ces quelques bijoux, qui sont le seul souvenir que j'ai de ma mère». Toutefois, mis à part la somme dérisoire contre laquelle les gens gagent leurs bijoux, à savoir 500 DA le gramme, il est à signaler que peu sont ceux qui les récupèrent après

les avoir hypothéqués. Car le taux d'intérêt appliqué est de 8 %. Ce qui donne 800 DA d'intérêt pour 10 000 DA. De l'autre côté, à quelques encablures de la banque, plus précisément au niveau du jardin public de Oued Kniss, c'est le grand marché informel de l'or cassé. Malgré le grand nombre de gens venus vendre leurs bijoux, le prix du gramme n'a

pas bougé d'un iota. Au contraire, les prix ont grimpé jusqu'à 1 750 à 1 800 DA. Cet espace public qui s'est transformé par la force des choses et surtout l'insouciance des autorités compétentes en un lieu de rendez-vous pour «Delalates» est depuis quelques jours fréquenté par toutes les catégories de la société. «Je ne suis ni une Delala, ni j'ai l'habi-

tude de vendre mes bijoux. Mais que voulais-vous que je fasse ?

Avec la baisse du pouvoir d'achat, l'approche du mois de Ramadan et le salaire minable que touche mon mari, je suis contrainte de vendre ces quelques grammes d'or pour subvenir aux besoins de ma petite famille», nous dira une femme l'air totalement abattue. Selon cette dernière, presque plus personne ne vient acheter de l'or. C'est tout le monde qui vend. «Cela fait trois jours que je suis là, du matin au soir, et je n'est vendu aucun gramme.

En ces temps de crise, c'est tout le monde qui a besoin d'argent», ajouta-t-elle. Ainsi, il est vraiment désolant de constater que dans un pays riche comme l'Algérie, des familles recourent au bradage de leurs bijoux pour faire face à la cherté de la vie.

Lorsqu'on sait qu'à défaut de bijoux il y en a qui sont prêts à céder même leurs meubles, il y a de quoi prendre une barque et s'enfuir à jamais.

M. M.

LUTTE CONTRE LA SPÉCULATION

Le ministère renforce le contrôle

La lutte contre la spéculation sur les produits de large consommation semble de nouveau à l'ordre du jour, à l'approche du mois de Ramadan. En effet, le ministère du Commerce vient de renforcer le dispositif de contrôle. Un ambitieux programme élaboré avec la participation de la Sûreté nationale, de la Gendarmerie nationale et des bureaux d'hygiène communaux a été annoncé hier par le directeur de la régulation au ministère du Commerce M. Ouali Yahiaoui, sur les ondes de la radio Chaîne II.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - L'invité de l'émission «Les débats de l'été» a expliqué que cette mission tripartite concerne le contrôle de l'ensemble des pratiques commerciales : du simple affichage des prix à la vérification de la facturation, en passant par la lutte contre la rétention de stocks, l'écoulement de produits périmés ou l'abattage clandestin, ainsi que le respect de la chaîne de froid, la vérification de la qualité des produits sensibles comme la viande hachée. Le responsable du ministère du Commerce a précisé que ses services procéderont à des vérifications des registres de commerce pour détecter tout éventuel changement d'activité, comme c'est de coutume durant le mois sacré. «Sans un registre de commerce conforme, l'activité est illégale», martèle le fonctionnaire. Et c'est à partir de samedi 15 août que «les agents des directions de commerce vont assurer un contrôle permanent au sein des wilayas. Cette surveillance permettra de transmettre des rapports journaliers

au ministère du Commerce». Ils sont environ 5 000 agents de l'administration du Commerce à prendre part à ce programme. Une partie veillera sur les pratiques commerciales et l'autre se chargera du contrôle de la qualité. «Nous avons eu l'accord pour recruter 7 000 agents dans l'avenir», a annoncé Ouali Yahiaoui. Interrogé sur la disponibilité des produits de large consommation, l'invité de la Radio les classe en trois catégories. D'abord, les produits d'épicerie tels la semoule, l'huile, la farine, le beurre, le sucre, importés ou produits localement, dont les stocks, précise-t-il, «dépassent souvent deux mois de consommation». Ensuite, les fruits et légumes dont «la production nationale augmente chaque année». «En 2008, nous avons atteint une production de 9 millions de tonnes sans compter l'importation de certains fruits tels que la poire, la banane et le raisin». Enfin, les viandes rouges, blanches et les œufs. Des produits également disponibles en quantité suffisante sur le marché,



L'Etat assure la surveillance et la régulation du marché.

soutient le responsable du commerce. «Chaque année, notre pays produit 300 000 tonnes de viande. Nous avons entre 35 000 et 40 000 tonnes de viande rouge et entre 250 000 et 270 000 tonnes de poulet», a-t-il expliqué. A signaler que l'Algérie n'importe ni du poulet ni des œufs car «la production locale est suffisante». Abordant la question des prix, le directeur de la régulation au ministère du Commerce rappelle que ces derniers dépendent du mécanisme du marché. Actuellement, seuls les prix de la semoule, de la farine, de la baguette de pain et du lait en sachet sont fixés par l'Etat qui les subventionne. «Cette

année, l'Etat a versé 1 200 milliards de dinars pour soutenir les prix de ces produits.» Pour assurer une bonne régulation du marché, l'invité de la Chaîne II dira qu'«il faut que la production nationale puisse faire face à la demande et que l'Etat assure la surveillance et que le marché soit régulé».

Pas moins de «35% des quantités de la production locale ne passent pas par le marché officiel. Elles sont écoulées par les intermédiaires ou au niveau du marché informel», reconnaît-il. Le directeur du ministère déplore le manque de marchés de gros et l'état dégradé dans lequel ils se trouvent. «Nous ne

comptons que 42 marchés de gros à travers le territoire national, souvent dans un état dégradé, et 835 marchés couverts ou de détail qui sont petits, sales et dans un état lamentable».

Afin de faire face à ce manque en infrastructures, un programme adéquat a été mis en place. En premier lieu, il s'agit de la réhabilitation des 42 marchés de gros existants. Pour cette opération, l'Etat a débloqué une enveloppe de 6 milliards de dinars. En outre, 4 nouveaux marchés de gros à intérêt national sont prévus, 24 autres marchés de gros à intérêt régional ainsi que 25 marchés de gros dans les wilayas qui ne disposent pas de ce type de lieux de négoce seront réalisés. Cependant, 1 838 marchés couverts ou de proximité sont inscrits également dans ce programme. «Près de 200 marchés de détail sont déjà en cours de réalisation», dira-t-il. S'inscrivant dans un cadre quinquennal (2010-2014), ce programme comporte également la création de 13 pêcheries dans les wilayas côtières, des marchés pour le bétail, des marchés hebdomadaires et l'organisation de quinziennes commerciales et de foires. En attendant la réalisation de ce programme, le consommateur pense à la manière de faire face aux dépenses du Ramadan.

R. N.